



## **Assemblée générale**

Distr.  
GÉNÉRALE

A/C.5/49/10  
17 octobre 1994  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

---

Quarante-neuvième session  
CINQUIÈME COMMISSION  
Point 114 de l'ordre du jour

RÉGIME COMMUN DES NATIONS UNIES

Note du Secrétaire général

Le Secrétaire général a l'honneur de transmettre ci-après, pour examen par l'Assemblée générale, une déclaration que le Comité administratif de coordination (CAC) a adoptée à sa seconde session ordinaire de 1994.

Annexe

DÉCLARATION DU COMITÉ ADMINISTRATIF DE COORDINATION

Le Comité administratif de coordination (CAC) a adopté la déclaration suivante pour en saisir l'Assemblée générale :

"Le Comité s'est félicité de la décision prise par l'Assemblée générale, dans sa résolution 47/216 du 23 décembre 1992, d'inviter la Commission de la fonction publique internationale (CFPI) 'à étudier tous les aspects de l'application du principe Noblemaire en vue d'assurer la compétitivité du régime commun des Nations Unies', et à lui faire rapport à ce sujet à sa quarante-neuvième session.

Le Comité regrette qu'en réponse à cette demande la CFPI se soit bornée à examiner un certain nombre de modifications techniques d'importance mineure. Il considère que cette manière limitée et fragmentaire d'aborder la question n'est pas conforme à la lettre et à l'esprit de la demande de l'Assemblée générale, à savoir 'étudier tous les aspects' de l'application du principe Noblemaire.

Une révision du principe énoncé en 1921, sur lequel repose la rémunération dans les organisations du régime commun, aurait dû intervenir de longue date. Déjà en 1989, le Comité était parvenu à la conclusion - qu'il avait communiquée à la CFPI - que le régime actuel de rémunération était inadapté et ne répondait plus à la réalité et qu'il était indispensable de le réaménager afin qu'il puisse soutenir la comparaison avec celui des organismes bilatéraux et des organisations financières et d'assistance multilatérales. Cette conclusion a été réaffirmée de façon plus énergique en 1992, lorsque le Comité a signalé à la Cinquième Commission que 'les conditions d'emploi des administrateurs et des fonctionnaires de rang supérieur' n'étaient pas concurrentielles"<sup>a</sup>.

En 1993, le Comité s'est de nouveau déclaré préoccupé par le manque de compétitivité persistant des conditions d'emploi des administrateurs et des fonctionnaires de rang supérieur, au moment même où le système des Nations Unies devait répondre à de nouveaux impératifs nécessitant la réalisation de programmes de plus en plus divers et complexes.

Tout récemment, en mars 1994, le Comité a de nouveau instamment prié la CFPI, conformément à la résolution 47/216, de soumettre cette année à l'Assemblée générale des propositions visant à améliorer la compétitivité des conditions d'emploi offertes par les organisations du régime commun des Nations Unies en prenant en compte, aux fins de l'application du principe Noblemaire, de la rémunération appliquée par d'autres organisations internationales qui font concurrence aux organisations du régime commun pour le recrutement de personnel. En juin dernier, le représentant du Secrétaire général, prenant la parole devant la CFPI à sa quarantième session, a décrit une nouvelle fois les problèmes auxquels se heurtent le Secrétaire général et ses collègues du Comité lorsqu'ils cherchent à attirer du personnel possédant les meilleures qualifications, tandis que subsistent des doutes quant au maintien de la compétitivité du régime commun.

/...

L'un des objectifs fondamentaux du Comité, que celui-ci a réaffirmé à maintes reprises tant à la CFPI qu'à l'Assemblée générale, est donc de parvenir à actualiser véritablement l'application du principe Noblemaire de manière à tenir compte notamment de l'internationalisation du marché de l'emploi. Il est notoire que les niveaux de rémunération offerts par d'autres employeurs internationaux, comme la Banque mondiale et les organisations coordonnées, sont plus compétitifs que ceux du régime commun. Dans certaines de ces organisations, l'écart est parfois supérieur à 40 % pour des tâches et responsabilités équivalentes.

Par l'entremise du Comité consultatif pour les questions administratives (CCQA), la CFPI a eu communication d'une analyse comparative des structures et des programmes de travail de trois groupes d'organisations internationales et de ceux du régime commun des Nations Unies, accompagnée d'une étude de l'évolution dans le temps des politiques de rémunération des Nations Unies.

Ces études ont notamment permis de tirer les conclusions suivantes :

a) Le fil conducteur de la politique de rémunération doit être la nécessité d'attirer et de retenir du personnel possédant un haut niveau de compétence;

b) Rien n'empêche de redéfinir la manière dont est actuellement appliqué le principe Noblemaire dans le cadre du régime commun des Nations Unies en matière de traitements, indemnités et autres conditions d'emploi;

c) On relève de fortes analogies entre les activités des trois fonctions publiques internationales (Banque mondiale, organisations coordonnées et Union européenne) et celles des Nations Unies; ces fonctions publiques se font par ailleurs concurrence pour le recrutement du personnel.

L'inaction de la CFPI, laquelle n'a pas donné suite aux demandes de l'Assemblée générale et des chefs de secrétariat des organisations du régime commun, ne saurait se justifier par l'absence de la part de ces organisations d'appui technique ou d'informations, celles-ci ayant été très complètes et détaillées. Une telle inaction a en outre pour effet de compromettre la crédibilité du présent régime de détermination des conditions d'emploi, au risque d'entraîner des initiatives unilatérales visant à remédier aux lacunes de l'application du principe Noblemaire en l'état actuel des choses, et ce au détriment de la cohérence d'ensemble du système.

Le Comité invite instamment l'Assemblée à prier la CFPI d'achever les études qu'elle avait été chargée d'établir par la résolution 47/216. Tout nouveau retard ne pourra qu'être préjudiciable à l'efficacité et à la qualité des programmes que le système a pour mission d'exécuter à l'intention des États Membres. Toutes les parties aux consultations prévues par le statut de la CFPI doivent s'accorder largement sur les mesures énergiques et novatrices qui s'imposent pour garantir le bon fonctionnement des organismes appliquant le régime commun des Nations Unies.

#### Note

<sup>a</sup> A/C.5/47/25, annexe.

-----